

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Abonnement	En ville	En province	En Russie
En ville	10 r.	12 r.	15 r.
En province	12 r.	15 r.	18 r.
En Russie	15 r.	18 r.	22 r.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements de six mois ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements de trois mois ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements de quinze jours ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements de cinq jours ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements de deux jours ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements de un jour ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.

ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration du Journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; R. ULMANN et C^{ie}, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir; et G. BARNSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausée d'Antin, 25; à Londres, chez DELLEY, Davies et C^{ie}, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 11 février.

DÉCORATION. Grand-croix de 2^e classe de l'Ordre de St-Vladimir, au conseiller privé Jean de Lang, chef du service de santé du port de Cronstadt et médecin en chef de l'hôpital de la marine dans cette ville. (R. du 11 février.) (Messager officiel.)

ARMÉE DE TERRE. Mutation le lieutenant-général Dréminski, placé à la disposition du gouverneur général de Vilna, de Kovno et de Grodno, passe dans les troupes de dépôt, en restant à la suite de la cavalerie de l'armée. Décès le général de cavalerie Lamski, membre du conseil de la guerre. (Ord. du jour imp. du 10 février.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Décès le conseiller d'Etat actuel Bezousski, membre du conseil de l'administration supérieure de la Sibirie occidentale. (Ord. du jour imp. du 9 février.)

MINISTÈRE DES DOMAINES DE L'EMPIRE. Promotion en récompense de services distingués au rang de conseiller d'Etat actuel avec ancienneté du 29 janvier, le conseiller d'Etat en disponibilité au ministère Guérassimov. (Ord. du jour imp. du 5 février.)

TELEGRAPHES. Le département des télégraphes porte à la connaissance du public que les dégâts du câble sous-marin entre Liban et le Danemark et ceux des lignes télégraphiques suédoises étant réparés, les communications momentanément interrompues entre la Russie et l'Angleterre par ces deux voies sont rétablies. (Messager officiel.)

PARTIE NON OFFICIELLE.

En analysant les articles du premier numéro du *Messenger de la Société de secours aux militaires blessés et malades*, le *Messenger officiel* en cite, entre autres choses, le passage suivant :

« Au mois de décembre passé, pendant la semaine de Noël, S. A. I. M. la grande duchesse Marie Alexandrovna a fait une visite aux malades soignés dans les baraquements de la Société. Son Altesse Impériale est restée courtoisement, assez longtemps même, dans la section des malades atteints de la fièvre typhoïde, en distribuant de ses propres mains des cadeaux dus à la munificence de S. M. l'Impératrice, et dont plusieurs des objets avaient été confectionnés par Sa Majesté elle-même. La sollicitude que montrait Son Altesse Impériale à chaque malade, et l'ineffable bonté avec laquelle Elle questionnait les médecins et les sœurs de charité, resteront à jamais gravées dans le cœur et dans la mémoire de tous ceux qui ont assisté à cette visite. »

— Le *Messenger officiel* publie la circulaire suivante de S. Exc. le ministre de l'Intérieur aux gouvernements de province :

« Par suite des malentendus qui ont surgi récemment au sujet des rapports qui doivent exister entre les maires des villes et les gouvernements des provinces, j'ai l'honneur de vous faire savoir, sur l'autorisation souveraine de S. M. l'Empereur, que, d'après le sens des articles respectifs de la loi sur l'étendue et les limites des pouvoirs des gouvernements (II^e tome du Code des Lois, Section des institutions provinciales), ainsi que du règlement municipal confirmé par S. M. l'Empereur le 16 juin 1870 (art. 1, 5, 29, 56, 68, 98 et 106), les maires des villes sont subordonnés aux gouvernements dans les mêmes conditions que tous les fonctionnaires élus. »

« Le ressort de l'essence de ces mesures législatives que les maires des villes sont tenus de rendre au gouvernement, lequel a droit de contrôle sur ce que les municipalités observent les devoirs qui leur sont prescrits par la loi, le respect dû au représentant du pouvoir suprême. En conséquence, et en considération de ce que les maires des villes, vu l'article 98 du règlement municipal, ont droit à un uniforme selon le modèle approuvé par S. M. l'Empereur, c'est-à-dire l'uniforme institué pour les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, les fonctions de maire impliquent l'opportunité de se revêtir dudit uniforme dans toutes les occasions où, conformément aux usages reçus, tous les autres fonctionnaires paraissent en uniforme. Il n'existe aucune raison pour que les représentants élus des classes sociales ou des communautés s'attachent à se distinguer sous ce rapport de tous les autres fonctionnaires publics. »

« En portant ce qui précède à votre connaissance, je vous prie d'en informer les maires des villes du gouvernement confié à votre administration, en leur expliquant à cette occasion que pareille observation des rapports susmentionnés envers le gouvernement de la province ne diminue en rien les droits accordés par la loi aux municipalités, et qu'au contraire le soin de l'écarter tout malentendu, même insignifiant de sa nature, ne peut que contribuer à la marche régulière des affaires du ressort des municipalités. »

— Il résulte du compte rendu de l'opération du rachat publié par le *Messenger officiel*, qu'au 1^{er} février le nombre total des transactions de rachat soumis à l'approbation de la commission centrale s'élevait à 79,599. Le nombre des transactions approuvées est de 76,475, dont 21,204 appartenant à la catégorie des transactions volontaires intervenues entre les propriétaires et les paysans. Les paysans qui ont pris part à l'opération du rachat sont au nombre de 6,858,334; les terres rachetées forment 24,120,152 déciatines, et les sommes prêtées aux paysans par le gouvernement montent à 630,467,115 r.

ment acclimatés dans les provinces intérieures de l'Empire, grâce au concours des zemstvos, commencent à s'organiser aujourd'hui dans la province de Kovno, où leur nécessité se fait particulièrement sentir par suite de l'exploitation des paysans par les prêteurs Israélites. L'initiative, dans ce cas, appartient aux colons russes. Guidés par les conseils des arbitres de paix, ils ont consacré à l'organisation d'associations de prêts et d'épargne les secours pécuniaires qui leur avaient été accordés par l'administration centrale des provinces du Sud-Ouest. La confrérie orthodoxe du Saint-Esprit, à Vilna, a contribué à cette bonne œuvre en fondant quatre caisses de prêts administrées par les conseils de fabrique de quatre églises orthodoxes. La population locale comprend l'utilité de ces associations, et leur popularité dans cette classe tend à s'accroître rapidement.

— On mande de Helsingfors et de Riga à l'Agence télégraphique internationale, que la bourrasque du 9 février a rompu la glace du golfe de Finlande et a rendu le golfe accessible à la navigation jusqu'à Swéaborg, tandis qu'à Riga les glaces étaient rompues dans le port maritime et à l'embouchure de la Duna, de sorte que l'entrée du port proprement dit est devenue libre.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 9 février 1873 :

Malades au 9 février	Sexe masc.	Sexe fem.	Total
Cas nouveaux	131	56	187
Guerissons	4	3	7
Décès	2	1	3
Il restait en traitement au 10 février	132	56	188
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 10 février 1873) :			
Cas	3262	1856	5108
Guerissons	2079	1119	3198
Décès	1067	655	1722

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

NECROLOGIE. — Le 7 février est décédé à Nijni-Novgorod M^{re} Philarete, évêque de Nijni-Novgorod et Arzamas. (Monde russe.)

Allemagne.

— On sait que S. A. R. le prince Frédéric-Charles a abandonné presque intégralement la dotation qu'il a reçue après la guerre de France, au profit des régiments qui ont servi sous ses ordres dans les campagnes de 1864, 1866, et 1870-1871, et qui se sont particulièrement distingués. Les sommes considérables dues à la munificence du prince ont servi à créer des fonds dont les intérêts reviennent aux régiments en question. D'après la *Norddeutsche Zeitung*, ces régiments sont au nombre de trente, et tels d'entre eux ont reçu jusqu'à 3,000 th. de subsides imputés sur les intérêts de ces fonds.

— La *National-Zeitung* du 21 février au soir, dit une dépêche de Berlin, annonce que S. M. l'empereur Guillaume a signé à cette date l'ordre de convocation de la commission spéciale d'enquête sur les concessions de chemins de fer.

— On lit dans la *Norddeutsche Zeitung*, sous la date du 20 février :

« Une commission russo-allemande a dû se réunir ce matin à la *Kunamühle* pour examiner une affaire de violation de frontière qui a eu lieu récemment, et pour constater si à ce sujet quelque faute doit être imputée à l'une des deux parties. Le gouvernement impérial russe a montré à cet égard un empressement amical et de bon voisinage : il est représenté à la commission par MM. le général Hahn, Krulow, chef de l'arrondissement douanier, et Kleckel, chef de brigade des gardes-frontière. M. le landy Solger prend part aux travaux de la commission au nom du gouvernement allemand. »

— Voici d'autres détails sur le jubilé quatre fois séculaire de la naissance de Copernic, célébré à Thorn le 19 février.

La cérémonie proprement dite a eu lieu à l'hôtel-de-Ville, où, après un choral, M. le professeur Prowe, président actuel de la « Société de Copernic », a prononcé un discours de circonstance. Il y a eu ensuite un grand dîner de plus de 300 convives, et l'après-midi s'est terminée par un bal, auquel plus de 600 personnes assistaient, dans la grande salle de l'hôtel-de-Ville. Le soir, la ville de Thorn était brillamment illuminée.

Parmi les délégués des universités, tant étrangères qu'allemandes, il faut citer MM. les professeurs Occioni (Rome), Pellizzoni (Bologne), Caspari (Koenigsberg), Galle et Caro (Breslau), Knoblauch (Halle), Bruhns (Leipzig), Oasak et Bail (Dantzig).

Les deux comités allemand et polonais, qui ont célébré la fête séparément, comme nous l'avons dit, se sont envoyés réciproquement des députations pour se saluer, et des deux côtés on a fait le meilleur accueil à ces délégués.

Pendant toute la journée, les comités ont reçu de près et de loin des télégrammes de félicitation d'augustes personnalités, d'hommes éminents et d'institutions savantes.

M. le professeur Prowe a reçu à cette occasion les insignes de l'Ordre de l'Aigle rouge. (Koenigsberger Zeitung.)

— On ne sait toujours pas à Dresde si la loi scolaire, votée par la Chambre des Seigneurs, et repoussée par la Chambre des Députés, sera promulguée ou non. Le *Dresdner Journal* avait annoncé, comme on s'en souvient, que la promulgation serait parfaitement légale, vu que la Chambre n'a pas repoussé la loi à la majorité des deux tiers des voix; et cette interprétation avait soulevé une vive polémique dans les journaux, qui, la *Constitutionnelle Zeitung* en tête, déclaraient au contraire que la promulgation serait incompatible avec le texte de la Constitution.

Le différend est venu à l'ordre du jour de la séance du 20 février de la Chambre des Députés. Répondant à une interpellation relative à la notice officielle du *Dresdner Journal*, M.

de Friesen, président du conseil des ministres, a fait la déclaration suivante :

« Dans le cas spécial dont il s'agit, l'art. 92 de la Constitution définit nettement quand un projet de loi est accepté ou rejeté, et sous ce rapport le gouvernement n'est pas libre de choisir une autre interprétation que celle déterminée par la Constitution. Indépendamment de cette clause, l'art. 112 stipule que toutes les décisions de la Diète exigent, pour avoir force de loi, la sanction du souverain, et il ne fait aucune distinction entre ce qui le serait accepté ou bien non-rejeté. Quelle que soit la résolution du souverain, les ministres la conviennent naturellement de leur responsabilité, et leurs conseils ne s'inspirent que de l'esprit de la Constitution, et n'auront pour base que l'appréciation des circonstances qui, selon leur conviction consciencieuse, seront les plus conformes aux besoins du pays. »

Cette déclaration, passablement vague, laisse, comme on le voit, la question en suspens, mais elle paraît néanmoins donner à entendre que le ministre conseiller au roi de sanctionner la loi scolaire, telle que l'ont faite les décisions de la Chambre des Seigneurs, c'est-à-dire avec le caractère confessionnel des écoles primaires et l'inspection par les ecclésiastiques.

ALSACE-LORRAINE. D'après l'*Elbsässische Volkszeitung*, le chiffre total des options pour la nationalité française dans le cercle de la Haute-Alsace (ancien département du Haut-Rhin) a été de 91,962. Sur ce total, 75,260 options ont été annulées, n'ayant pas été suivies du transfert effectif du domicile; en outre, 7,649 options ne sont encore ni valables ni annulées, par la raison que le domicile actuel des optants est inconnu. Les options reconnues valables sont ainsi au nombre de 9,053 (Guelwer 2,867, Rappoltswiler 1,996, Gemblheim 1,601, Colmar 1,432, etc.).

Le nombre des citoyens français non-originaux de l'Alsace-Lorraine, mais domiciliés dans le pays, et qui ont transféré leur domicile en France, s'est élevé, pour la Haute-Alsace, à 587.

Autriche-Hongrie.

Les deux Chambres du Reichsrath ont reçu le 18 février une communication du ministre de l'Intérieur, M. Lasser, les invitant à procéder à l'élection des membres des Délégations, qui seront convoquées, paraît-il, pour le 2 avril.

— La Chambre des Seigneurs a commencé à cette même date la discussion sur le projet de code de procédure criminelle. La commission a modifié les décisions de la Chambre des Députés dans plus de soixante paragraphes. Dans la question du pouvoir, la commission de la Chambre des Seigneurs a exprimé l'opinion que le pouvoir doit être basé sur le principe de la publicité et de la procédure orale. La plus importante des modifications consiste dans l'autorisation accordée au gouvernement de suspendre temporairement l'activité des jurys.

Ensuite, une nouvelle commission composée de neuf membres a été nommée pour examiner le projet de loi concernant l'institution d'un tribunal administratif.

— Avant la séance du 18 de la Chambre des Députés on s'est entretenu au club constitutionnel du projet de loi concernant le chemin de fer de Tarnow à Leluchow (Galicie). Il a été décidé que ce projet sera soumis à une nouvelle commission spéciale. M. Zaillner, député, a proposé de l'admettre dans cette commission et dans toutes les autres du même genre, aucun député en relation avec des institutions de crédit qui se chargent de fournir l'argent nécessaire à des entreprises de chemins de fer.

Cette proposition a été acceptée à l'unanimité.

— Toujours à cette date du 18 février, la commission des finances de la Chambre des Députés s'est occupée du budget du ministère des cultes. Une résolution ayant été proposée invitant le gouvernement à présenter dans la prochaine session les projets de loi concernant les rapports entre l'autorité civile et l'Eglise catholique, ainsi que la réorganisation des fondations de théologie et les fondations ecclésiastiques, le ministre de l'instruction publique, M. de Strémsky, a déclaré qu'en considération des projets d'une haute importance politique dont le Reichsrath aura à s'occuper et qui réclameront toute son activité, le gouvernement a décidé de ne pas soumettre actuellement les projets de loi en question au Reichsrath.

La commission a accordé au gouvernement le crédit supplémentaire de 500,000 fl. demandés pour des secours à distribuer à des ecclésiastiques catholiques.

— La Chambre des Députés du Reichsrath avait reçu jusqu'à la date du 19 février 1277 pétitions pour la réforme électorale et 100 contre. La Chambre des Seigneurs avait reçu plus de 1,000 pétitions pour l'introduction des élections directes, tandis que ce n'est que le 18 qu'elle a reçu les premières pétitions, provenant de la Galicie, et dirigées contre l'introduction des élections directes ont été déposées par MM. les princes Jablonowski et Czartoryski, membres de la Chambre des Seigneurs.

— Au dire d'une dépêche de Léopol, 18 février, le projet de réforme électorale serait aussi bien accueilli par les Ruthènes de la Galicie qu'il l'est par les Polonais. Le *Slovo* prétend même avec énergie lors des élections ne pas subir la pression des fonctionnaires à tendances polonaises, la moitié au moins des députés galiciens au Reichsrath seraient des Ruthènes.

La *Neue freie Presse*, qui reproduit cette assertion du *Slovo*, la croit empreinte d'exagération.

— On lit dans la *Correspondance hongroise*, sous la date du 17 février :

« Les délibérations des députations régionales croate et hongroise imposaient, au gouvernement hongrois, relativement à ses déclarations sur la question croate, une certaine ré-

serve, laquelle donnait lieu à des conjectures erronées au sujet des intentions du ministère Slavy sur les modifications à introduire dans le pacte de 1868, conclu entre la Hongrie et la Croatie.

« Or, dans des cercles bien informés, on croit savoir que le gouvernement hongrois ne pense nullement à élargir l'autonomie politique de la Croatie, et qu'il s'agit plutôt de changements de formes que d'une modification essentielle du compromis de 1868. La même pensée dirige le gouvernement en ce qui regarde l'indépendance financière demandée par les Croates. Pour ce qui est de l'autonomie politique de la Croatie, il importe à la Hongrie que le chef du gouvernement croate soit nommé sur la présentation du président du ministère hongrois, qui est responsable envers le roi et le Parlement de l'ordre et de la tranquillité de tous les pays de la couronne de Saint-Étienne. D'un autre côté, on est d'accord dans les régions gouvernementales sur ce point que le vœu des Croates concernant l'augmentation du nombre de leurs députés à la Diète hongroise n'est que trop juste, puisque, par l'annexion des Confins militaires, le territoire croate va être agrandi; et il n'y a pas de doute que le nombre des députés croates ne soit augmenté. »

« Si les députations régionales ne réussissent pas à s'entendre, on conservera le *status quo*, et le pacte de 1868 restera en vigueur; reste à voir si le parti unioniste croate sera assez fort pour gouverner le pays selon les lois de la Constitution, ou s'il y aura lieu d'envoyer un commissaire royal en Croatie, avec la mission de veiller à l'exécution fidèle des arrangements précisés dans l'accord de 1868. »

« Dans le cas où les ministres voudraient le baron Rauch pour la Croatie, le gouvernement hongrois déclinerait cette offre, car il juge que le baron Rauch n'est pas du tout l'homme qu'il faut. Les unionistes devront arrêter leur choix sur une autre personne; si, au contraire, la nomination d'un commissaire royal pour la Croatie devenait nécessaire, le choix du gouvernement royal tomberait sur le ministre du commerce actuel, comte Zichy; il est autruche croate qu'il honorerait, et il a eu l'occasion d'étudier les affaires de la Croatie, ayant été gouverneur à Fiume, où il a laissé les meilleurs souvenirs. »

— Le *Wanderer* annonce la formation, à Prague, d'une société qui ne peut pas manquer d'exercer une grande influence sur les destinées du monde en général et de la Bohême en particulier, — comme il est d'ailleurs facile d'en juger par le but qu'elle poursuit. Cette société se compose déjà de plus de cinq cents membres, qui sont convenus entre eux, dans une assemblée générale tenue à cet effet, de ne plus être le chapeau pour saluer !

« Ils portent tous à leur coiffure un signe distinctif, destiné à les protéger contre le reproche d'impolitesse. »

— M. de Slavy, président du ministère hongrois, a offert à M. Toth, ministre de l'Intérieur, de prendre un congé pour rétablir sa santé, mais M. Toth a refusé, ce qui fait croire qu'il est réellement décidé à donner sa démission.

— Le jubilé de Copernic a été célébré à Prague au casino-allemand. Le recteur de l'université n'avait pas permis qu'on prononçât à cette occasion un discours en langue allemande à l'université même, et n'autorisait les discours qu'en langue latine, ce qui a eu pour conséquence que la cérémonie officielle n'a pas eu lieu. Les professeurs allemands de l'université se sont réunis au casino, et ont envoyé un télégramme de félicitations au comité allemand de Thorn.

— On voit que le grand astronome a eu moins de peine à établir l'harmonie des sphères célestes que ses paétregristes n'en ont à se mettre d'accord entre eux.

COMMISSION DES TRENTE.

Stance du 19 février.

M. DE LARCY dit qu'il a reçu deux lettres, une de M. Bérenger contenant un amendement, et dans laquelle l'auteur déclare qu'il est à la disposition de la commission si elle désire l'entendre. Il a également reçu une lettre de M. le marquis d'Andelarre, qui exprime le désir d'être entendu sur son projet.

L'amendement de M. Bérenger est ainsi conçu : « Le préambule est supprimé. L'Assemblée Nationale statuera, avant de se séparer, sur l'organisation du gouvernement de la république; le gouvernement lui soumettra à cet effet, le plus promptement possible, des projets de loi : 1^{er} et 2^e comme au projet du garde des sceaux; — 3^e sur l'organisation du pouvoir exécutif et son mode de transmission. »

Avant l'arrivée de M. Bérenger, M. DE BROGLIE dit que M. le duc d'André-Pasquier a formulé un amendement, ainsi conçu : « L'Assemblée Nationale ne se sépare pas sans avoir statué sur l'organisation et sur le mode de transmission des pouvoirs publics. »

M. de Broglie ajoute que, conformément au vœu de la commission, il a conféré avec M. le garde des sceaux et avec M. le président de la République. Ce dernier lui a dit qu'il ne ferait point une question de gouvernement de l'adoption du projet de la commission, que seulement il serait obligé d'expliquer à l'Assemblée les motifs de la proposition Dufaure et sa pensée sur la situation du pays. M. le garde des sceaux a fait parvenir à M. le duc de Broglie, au moment où la séance de la commission allait commencer, une nouvelle rédaction dont voici les termes : L'Assemblée ne se sépare pas sans avoir statué : 1^{er} sur l'organisation et le mode de transmission des pouvoirs législatif et exécutif; 2^e sur la création et les attributions d'une deuxième Chambre; 3^e sur la loi électorale.

M. BÉRENGER, ayant été introduit, développe son amendement. La pensée qui lui a inspiré, dit-il, n'est pas un enthousiasme exagéré pour les institutions républicaines; mais l'Assemblée ayant pris devant le pays l'engagement de faire une Constitution, il faut qu'elle

exécute sa promesse. La durée de son existence ne peut plus être très longue; elle ne peut guère se prolonger au-delà de la libération. Sans doute la limite de son existence n'est pas fixée, mais le pays lui a assigné un terme; c'est celui de la libération du territoire.

Si après cette époque l'Assemblée Nationale voulait se prolonger, ceux-là mêmes qui aujourd'hui repoussent la dissolution demanderaient avec ardeur sa retraite. S'il n'écouait que ses préférences, l'orateur se prononcerait pour la monarchie constitutionnelle; mais, à ses yeux, il n'y a aujourd'hui qu'un seul gouvernement possible, c'est la république. Quels-uns de ses amis lui ont conseillé de ne pas employer dans son amendement le mot « république », il n'a pas cru devoir être de leur avis, parce que dès qu'il s'agit d'un gouvernement définitif, il faut le nommer.

Voici les motifs qui m'ont déterminé à rédiger la deuxième partie de mon amendement. Si on s'en rapporte à l'initiative individuelle des membres de l'Assemblée pour trouver une rédaction sur les divers points à régler, on verra surgir un grand nombre de projets, et des discussions sans fin s'ouvriront. Si, au contraire, le gouvernement prend l'initiative, il produira un projet net et précis, et le travail de la commission sera plus rapide.

Il importe, dit M. Bérenger, de ne pas laisser à l'Assemblée qui doit nous succéder toutes les difficultés de la situation.

M. le DUC DE BROGLIE dit à M. Bérenger que son projet tend à établir la république définitive.

M. BÉRENGER répond qu'il ne trouve aucun inconvénient à proclamer dès à présent que cette forme de gouvernement est, en effet, définitive. Cette affirmation présentera moins d'inconvénients, au point de vue des élections futures, que l'incertitude sur la forme du gouvernement. Si le pays veut la république, il le dira par les choix qu'il fera. Si, au contraire, il veut la monarchie, il l'indiquera en votant pour les adversaires de la république.

M. Bérenger se retire.

Une discussion s'engage ensuite sur le point de savoir si on entendra M. le marquis d'Andelarre et les auteurs des autres propositions constitutionnelles. MM. Fournier, Martel, Amédée Lefebvre-Pontalis, Grivart, Duchatel, Arago et le duc de Broglie prennent successivement la parole. La commission pense que la proposition de M. Bérenger se distingue des projets des honorables membres qui ont soumis des propositions à l'Assemblée et à la commission. M. le DUC DE BROGLIE dit qu'il ne veut statuer immédiatement sur l'amendement de M. Bérenger, qui est celui qui s'éloigne le plus du projet de la commission.

M. DELACOUR appuie l'amendement de M. Bérenger. Cet amendement, dit-il, contient deux questions. D'abord la proclamation de la république; en deuxième lieu, la mise en demeure du gouvernement pour la présentation de projets de loi constitutionnels. Quant à lui, il regretterait qu'une chose comme la proclamation de la république, mais il lui paraît inutile de soulever actuellement une discussion sur ce point. On pourrait donc supprimer de l'amendement de M. Bérenger le mot république et se borner à la deuxième partie.

M. DELACOUR partage le sentiment de M. Delacour sur ce dernier point, mais il croit qu'il est nécessaire de faire cesser toute espèce de doute dans le pays sur la forme du gouvernement. Il est d'avis de maintenir le mot « république » dans la rédaction proposée par M. Bérenger.

M. le DUC DE BROGLIE. Je ferai remarquer la différence qui existe entre le projet de M. Bérenger et celui du gouvernement. Le premier ne tient pas compte de la réserve faite de l'intégrité du pouvoir constituant au profit de l'Assemblée, tandis que M. Dufaure dans le dernier projet respecte les scrupules de la commission à cet égard.

M. ARAGO. Ce qui me frappe dans l'amendement de M. Bérenger et dans les développements qu'il a reçus, c'est qu'il est conforme à la politique du message de M. le président de la République, qui a reconnu que la république était le gouvernement légal du pays et qu'il n'y avait plus qu'à l'organiser. L'orateur entre dans des développements relatifs à la nécessité de rassurer le pays qui demande la sécurité pour travailler et faire ses affaires.

M. Fournier fait observer que toutes les questions soulevées par M. Arago ont été examinées à propos du préambule du projet de la commission.

M. RICARD soutient l'amendement de M. Bérenger. M. Fournier, dit-il, dit une chose vraie, quand il rappelle que, lors de la discussion sur le préambule, les questions actuellement discutées ont été examinées. Mais quand un amendement conforme aux opinions de la minorité se présente, il est bien difficile pour celle-ci de ne pas exprimer sa préférence. Cependant, si la conciliation peut s'opérer au sein de la commission sur une rédaction qui laisse à l'écart la question du gouvernement, il s'en applaudit, bien qu'il soit un ancien républicain et qu'il croie que la république est la meilleure forme de gouvernement.

M. BERTHAUD n'attache pas d'importance à la formule proposée par M. Bérenger, relative à la proclamation de la République. Il faut avant tout, dit-il, être sincère avec le pays. Il ne faut pas se prononcer pour la république, si on a des préférences pour la monarchie constitutionnelle. Le rôle du parti conservateur en face du pays sera plus digne, si les candidats de ce parti disent franchement aux électeurs quel est l'état de leurs préoccupations.

M. le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de M. Bérenger.

M. A. GREY demande la division : il propose de voter d'abord sur ces mots : « organisation du gouvernement de la République. »

Sept voix se prononcent pour cet amendement, et vingt contre. Deux membres s'abstiennent. Le rejet de cette partie de l'amendement entraîne celui de ses autres dispositions.

M. LEBEYRE-PONTALIS propose d'amender ainsi qu'il suit la nouvelle proposition du gou-

vernement : « L'Assemblée ne se sépara point avant d'avoir statué sur les institutions de la France. » La nouvelle formule du gouvernement, dit-il, amène la commission sur un nouveau terrain. Cette formule n'a plus pour objet de charger dès maintenant une commission de préparer, soit la loi électorale, soit la seconde Chambre. Elle se borne à dire que l'Assemblée, avant de se séparer, statuera sur les institutions de la France; ce sont ces termes mêmes que l'Assemblée avait employés dans le décret du 17 février 1871, connu sous le nom de pacte de Bordeaux, quand elle a dit : « En attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France, » L'Assemblée peut promettre qu'avant de se séparer elle sortira de cette réserve.

M. le DUC DE BROGLIE. Nous avons les plus graves raisons pour rester dans la trêve des partis, tant qu'une partie du sol français est occupé par l'ennemi et tant que la conciliation des esprits n'est pas opérée. Il faut assurer avant tout l'union des éléments conservateurs. Si une question de forme de gouvernement était soulevée, la division naîtrait entre ces éléments, et la situation de la France n'en serait pas améliorée.

Je crois qu'il est prudent de ne pas prendre l'engagement de constituer une forme de gouvernement pour l'époque où le territoire sera évacué; il pourrait, en effet, arriver qu'au moment de cette évacuation on ne fût pas encore prêt pour une solution gouvernementale. Il est possible que d'ici à longtemps on ne puisse pas adopter une forme de gouvernement définitif. Cette commission n'a à faire qu'une chose, c'est de ne refuser aucun moyen d'améliorer l'état actuel.

Il vaut mieux se borner à porter des améliorations à l'état présent, ce qui permet à chacun de réserver son droit de faire le gouvernement qu'il aime le mieux lorsque le moment lui paraîtra favorable. Mais le langage que j'ai tenu dans mon bureau; j'ai dit que jamais je ne renierai ma foi monarchique, mais que je ne refusais pas d'améliorer l'état présent. La proposition que vient de faire le gouvernement, par l'intermédiaire de M. le garde des sceaux, ne contient rien de contraire à ces idées. Voilà pourquoi je suis disposé à l'accepter.

M. ARAGO est enchanté des déclarations qui viennent d'être faites par M. le duc de Broglie. La situation qui en résulte est claire : le pays peut attendre indéfiniment qu'on mette un terme à ses anxiétés et à ses souffrances. Il pouvait croire que l'évacuation du territoire serait le terme de ses incertitudes. Mais, depuis le langage de M. le duc de Broglie, il en sera tout autrement; on lui dira : Attends, attends encore, attends très-longtemps, car nous ne jugeons pas que le moment soit venu de voter d'un gouvernement définitif. Cet ajournement indéfini d'une solution peut avoir des conséquences funestes, et la sorte pourrait passer de la tristesse à une sorte de désespoir. Il veut voir le vous demande le repos, et vous lui répondrez par un ajournement indéfini des solutions qui doivent le lui assurer.

M. le DUC DE BROGLIE. L'Assemblée n'a pas le droit de se retirer sans avoir statué sur la forme du gouvernement. Ce qui a fait reculer la constitution d'un gouvernement c'est seulement l'occupation du territoire par l'ennemi. Mais une fois l'évacuation opérée il faut statuer définitivement sur la forme du gouvernement.

M. LUCIEN BRET partage l'opinion exprimée par M. le duc de Broglie. L'occupation de l'ennemi a été, en effet, le seul motif de retarder cette solution.

M. DESHAYES dit que la forme du gouvernement est réservée par le considérant, et que l'Assemblée reste maîtresse de statuer sur les institutions. Mais ce serait créer des inquiétudes sans profit que d'introduire cette réserve dans le dispositif.

M. ALBERT GREY accepte la proposition du garde des sceaux, parce qu'elle implique que les institutions proposées s'appliquent évidemment à la République, tandis que ce gouvernement est contesté dans le préambule du projet de la commission des autres dispositions. Sans doute on veut améliorer l'état actuel, mais sous la réserve contenue dans le préambule de faire la monarchie, si elle devient possible.

M. DE CUMONT rappelle que

laquelle ne pourra avoir lieu qu'après la séparation de l'Assemblée actuelle.

Sous la réserve des modifications de rédaction à y apporter, la proposition Dufaur est adoptée par 19 voix. Les autres membres s'abstiennent.

La commission décide qu'en présence de ce vote il n'y a pas lieu de statuer sur les autres amendements.

M. RICARD propose un paragraphe additionnel ainsi conçu : « Le gouvernement proposera des projets de loi sur les trois points ci-dessus indiqués. » Cette addition, mise aux voix, est adoptée par 16 voix contre 4.

Les autres membres s'abstiennent.

La commission décide que le rapport de M. le duc de Broglie sera modifié conformément aux modifications qui viennent d'être adoptées.

La séance est renvoyée au 21, pour entendre la lecture du rapport modifié.

L'Assemblée Nationale de France a commencé le 19 la discussion du projet de loi présenté par la commission des services administratifs, et relatif à la réunion du service des forêts au ministère de l'Agriculture et du Commerce. M. Lambert Sainte-Croix et M. le ministre des finances ont combattu ce projet, qui a été défendu par M. Cézanne et M. Corne. La suite de la discussion a été renvoyée au lendemain.

La séance s'est terminée par une communication de M. Jean Brunet. M. Jean Brunet a proposé à l'examen et à l'approbation de l'Assemblée un décret ainsi conçu :

« L'Assemblée Nationale, se mettant sous la protection de Dieu, renouvelle à la face du pays la déclaration de sa mission souveraine et constituante. L'Assemblée ne se séparera pas avant d'avoir voté les lois organiques et constitué les pouvoirs qui devront lui succéder.

« Chaque député déclarera solennellement qu'il accepte la mission souveraine et constituante de l'Assemblée et ne fera rien contre elle : autrement il sera réputé démissionnaire.

M. Jean Brunet a demandé l'urgence, en priant la Chambre de remettre au lendemain le vote sur cette décision.

La 1^{re} chambre civile a rendu le 19 son jugement dans l'affaire du prince Napoléon.

« Le tribunal, « Statuant sur l'exception d'incompétence opposée par les défendeurs et sur le déclinaire présenté par le préfet de la Seine, suivant les dispositions de l'article 6 de l'ordonnance du 1^{er} juin 1828 ;

« Attendu que les lois des 16-24 août 1790 et 10 fructidor an III font défense expresse aux tribunaux de connaître des actes d'administration, quels qu'ils soient, c'est-à-dire des actes accomplis par l'Etat ou par ses représentants dans l'exercice de la puissance publique ;

« Que l'arrêté du ministre de l'Intérieur, en date du 10 octobre dernier, aux termes duquel le prince Napoléon devait être immédiatement reconduit à la frontière, a été pris par l'ordre du président de la république, le conseil des ministres entendu, et qu'il est motivé sur ce que la présence du prince Napoléon en France pourrait, dans les circonstances actuelles, devenir une occasion de troubles ;

« Que cet arrêté constitue un acte gouvernemental, accompli par le pouvoir exécutif dans l'exercice de la puissance publique ; — qu'il échappe par sa nature à la connaissance et à l'appréciation de l'autorité judiciaire ; — que dès lors le tribunal ne saurait rechercher, sans méconnaître le principe de la séparation des pouvoirs, s'il constitue, comme le prétend le demandeur, une violation du droit en sa personne et une atteinte portée à sa liberté individuelle ;

« Qu'il en est de même des autres faits relevés par le prince Napoléon dans sa demande, lesquels, ou en pour but, ou pour résultat d'amener son expulsion du territoire français ;

« Que ces faits sont inséparables de l'arrêté du 10 octobre, qui les a prévus lui-même, en pourvoyant, en ses articles 2 et 3, à l'exécution de la mesure qu'il prescrivait ; — qu'ils participent dès lors de sa nature, et qu'ils constituent comme lui des actes dont la connaissance échappe à l'autorité judiciaire ;

« Qu'enfin, à quelque point de vue qu'on les envisage, le tribunal ne saurait les apprécier sans prononcer préalablement sur l'arrêté en exécution duquel ils ont été intervenus ;

« Par ces motifs, se déclare incompétent et condamne le prince Napoléon aux dépens. »

La publication du Journal de Seine-et-Oise, organe bonapartiste paraissant à Versailles, vient d'être interdite par un arrêté du général Lamiral, commandant la 1^{re} division militaire.

Le motif de cette interdiction est un article du 13 février, contenant une polémique tendante à exciter à la haine et à la médisance du gouvernement.

On a distribué le projet de loi du gouvernement tendant à proroger la loi du 16 septembre 1871 en ce qui concerne l'organisation du conseil général de la Seine.

En décembre dernier, dit le Temps, une expédition, dont le but était ignoré, et qui excitait certaines inquiétudes, s'enfonça dans l'extrême sud de la province de Constantinople. Bientôt la colonne dépassait l'oasis d'Ouargla et elle s'enfonçait dans le désert. Elle est arrivée à Golea, à 4 degrés au sud-ouest de Biskra et bien au-delà de notre territoire. Nous lisons aujourd'hui dans une note du Journal officiel sur la situation de l'Algérie :

« Le général de Galliffet est entré à El-Golea le 24 janvier. Toutes les fractions des Chams et des Mekhadmas, encore insoumis, ont sollicité l'amnésie, accepté les conditions qui leur ont été imposées et versé leurs impôts arriérés, ainsi qu'une partie de leurs contributions de guerre. L'œuvre de la pacification est donc terminée depuis l'extrême sud jusqu'à la mer, et le calme le plus complet règne dans toute l'étendue de la province de Constantinople. »

Grande-Bretagne.

Londres, 18 février. — La question de l'Asie centrale a de nouveau été mise sur le tapis, à la Chambre des lords, dans la séance d'hier. Le duc de Somerset, se rappelant « les graves inconvénients que l'Angleterre a récemment subis, à propos de l'affaire de San-Juan, de la conclusion de traités, sans suffisantes connaissances géographiques », a demandé au gouvernement si, en ce qui concerne la question de l'Asie centrale, il y a eu, comme certains l'algèment, une erreur dans le tracé de la ligne frontière de l'Afghanistan ou des territoires qui sont sous la domination de l'émir de Caboul ; il a demandé, en outre, si le gouvernement ne pourrait pas fournir à la Chambre une esquisse ou une carte spéciale qui permettrait aux lords de juger de la ligne frontière sur laquelle on est tombé d'accord, d'après les documents déposés sur le bureau de la Chambre.

Le duc d'Argyll a répondu, au nom du gouvernement, en ces termes : « Je suis obligé à mon honorable ami de la question qu'il m'a adressée, parce qu'il y a de l'indiscret dans l'impression — je ne dirai pas dans l'esprit public, mais dans l'esprit de certains écrivains de la presse — que le secrétaire d'Etat pour

les affaires étrangères, en indiquant les limites des deux provinces de Badakshan et de Wakhan, a commis une erreur géographique. Or, je suis tenu de dire que si le département des affaires étrangères avait commis une erreur quelconque dans cette affaire, il l'aurait été induit par le département de l'Inde, parce que le Foreign-Office s'est nécessairement adressé à nous pour demander des renseignements. Mais je suis heureux de pouvoir donner l'assurance à mon noble ami qu'aucune erreur n'a été commise.

« Un mémorandum sur ces deux frontières a été dressé avec beaucoup de soin à l'India-Office, d'après les cartes et les renseignements les plus authentiques fournis par sir Henry Rawlinson, qui, outre qu'il est membre de notre conseil, est aussi président de la Société royale de géographie. Ce mémorandum a été envoyé dans l'Inde, et il y a été examiné et discuté par lord Mayo. Il a été renvoyé à Londres conjointement avec une dépêche, rédigée trop tard, je regrette de devoir le dire, pour recevoir la signature du défunt vice-roi, mais qui a été signée par lord Napier après la mort du noble comte.

« Cette dépêche approuve complètement la ligne tracée par sir Henry Rawlinson, qui suit l'Oxus jusqu'en un point où il se divise en deux courants comparativement étroits. L'un se dirigeant vers l'Hindou-Koosh et l'autre vers un lac. L'opinion primitive était d'adopter la branche méridionale, qui court vers l'Hindou-Koosh, mais il y a un nombre très-considérable de villages sur les deux rives de cette branche du fleuve ; et, sur le conseil de sir Henry Rawlinson, la branche qui se trouve à droite et qui coule dans la direction du lac a été préférée.

« Cette frontière a reçu le complet assentiment du gouvernement de l'Inde ; et j'ai tout lieu de croire qu'elle est d'une exactitude parfaite. En ce qui concerne une carte-esquisse, je puis faire ressortir qu'il vient de paraître une nouvelle édition du livre bien connu du capitaine Ward sur la vallée de l'Oxus. C'est le seul Européen qui ait jamais exploré le pays, et la nouvelle édition de cette œuvre publiée par le colonel Yule contient une carte dans laquelle les frontières du Badakshan et du Wakhan sont presque aussi exactement définies qu'elles l'ont été par le Foreign-Office.

« D'après une dépêche de Londres, S. M. la reine Victoria a fait une visite à l'impératrice Eugénie le 20 février, à Chislehurst.

« Il y a actuellement déposés à la Chambre des Communes soixante-trois projets de bills, dont onze par le gouvernement.

« Sir Richard Wallace a été élu sans opposition membre de la Chambre des Communes pour Lisburn.

« Le banquet que doit donner, suivant l'usage, le nouveau lord-maire de Londres, le 26 mars prochain, offrira un grand intérêt. D'après le City-Press, des invitations ont été envoyées à plus de deux cents maires des principales villes d'Angleterre et de Galles, ainsi qu'au maire de Dublin et aux lords prévôts d'Edimbourg et de Glasgow, aux membres du corps diplomatique et aux membres du cabinet, dont neuf, y compris M. Gladstone et M. Lowe, ont déjà accepté.

« Les protecteurs de l'hospice dispensaire français se sont réunis dans un banquet samedi dernier, au local appelé Willis's-rooms. Le comte d'Harcourt, qui présidait, a porté les toasts à la reine, à l'armée et à la marine d'Angleterre, avec toute la chaleur d'un Anglais de naissance. L'assistance s'y est associée avec des applaudissements tout-à-fait britanniques. Lord Elliot a remercié ses hôtes. Le secrétaire honoraire a communiqué une balance de comptes tout-à-fait satisfaisante, qui s'est grossie dans le cours de la soirée d'une contribution de 1,000 livres (25 mille fr.), y compris 100 livres fournies par le duc d'Aumale et 25 livres par sir Richard Wallace.

« Le Times a reçu de Brindisi le télégramme que voici :

« Suivant des nouvelles reçues d'Aden, en date du 3 de ce mois, sir Bartle-Frère a réuni les marchands indigènes de Zanzibar. Ces derniers ont exprimé l'avis qu'il était impossible d'abolir la traite des esclaves. Pût-on y arriver, la ville de Zanzibar serait ruinée, car les Arabes Somaliis, qui se livrent spécialement à ce commerce, quitteraient le pays pour aller s'établir ailleurs. Le sultan se déclare personnellement de l'avis de M. Frère ; mais il affirme que, s'il s'avisait de signer un édit abolissant la traite, sa vie serait en danger au milieu de ses sujets. On a pris des arrangements pour que le vaisseau l'Enchanteress, qui est à la disposition de l'envoyé de l'Angleterre, puisse prendre du charbon dans deux endroits, entre Zanzibar et Muscat, ce qui fait croire que M. Frère ne séjournera pas longtemps dans cette première ville. »

« Une correspondance datée de Zanzibar, 17 janvier, annonce au Times l'arrivée dans ce port de sir Bartle-Frère, chargé d'une mission spéciale du gouvernement anglais près du sultan.

Sir Bartle est débarqué le 12, et des mesures ont été immédiatement prises pour qu'il pût être reçu le lendemain par le sultan Syed Burghass.

L'envoyé anglais a été parfaitement bien accueilli, le Sultan, contrairement à ses habitudes, étant allé lui-même au devant de son palais, pour le conduire lentement ensuite, en lui tenant la main, à la salle des réceptions. Sir Bartle-Frère était accompagné de l'amiral Cumming et de son état-major, du capitaine américain du Yantic, qui se trouvait à l'ancre dans le port, du docteur Kirk, consul de S. M. britannique à Zanzibar, et du major Smith, secrétaire particulier de l'envoyé. Le Sultan, après avoir pris possession des lettres de créance de sir Bartle, s'est fait donner la liste des noms et des qualités de toutes les personnes qui composaient l'escorte, afin de la reconnaître parmi ses archives d'Etat.

Le sultan a pris les lettres de créance sans les lire, a offert ensuite des rafraîchissements à ses hôtes, puis les a reconduits jusqu'à une certaine distance de son palais.

Le lendemain sir Bartle a reçu une députation de banians, de khajias et d'autres marchands de la côte occidentale des Indes, auxquels il s'est efforcé de faire ressortir les avantages que possède le commerce légitime, même au point de vue des bénéfices, sur le trafic des esclaves, alors qu'il devient en outre facile aujourd'hui d'ouvrir des relations nouvelles avec le monde entier, par suite de l'établissement d'un service régulier, aux frais du gouvernement anglais, entre Bombay et toutes les autres parties du monde civilisé.

Le correspondant raconte que, malgré l'agitation qui régnait à Zanzibar, par suite de la mission de sir Bartle, et l'incertitude des conséquences possibles de cette mission, on y exposait encore tous les jours en vente 150 à 300 esclaves.

On ne savait encore quelle serait la décision du sultan, mais, comme son pouvoir ne s'étend guère au-delà des limites de Zanzibar, le correspondant du Times était convaincu que si lord Burghass consentait à conclure un traité quelconque dans le but de combattre le trafic des esclaves, l'Angleterre devait, de son côté, assumer l'obligation de soutenir efficacement le sultan pour assurer l'exécution d'un tel traité.

« On télégraphie de Madrid : « Le comité d'enquête chargé d'examiner le navire le Murillo a déclaré que ce n'était pas ce vaisseau qui avait coulé le Northfleet. Le Murillo a donc été rendu à ses propriétaires. »

Italie.

La Chambre des Députés a tenu le 17 deux séances. Dans la première, elle a terminé la discussion de la proposition Ghinoli, demandant une enquête parlementaire sur les causes des dernières inondations du Pô.

La proposition a été approuvée sous le bénéfice d'une modification ayant pour but d'exclure de l'enquête les questions techniques, remises à l'examen d'une commission spéciale nommée par décret royal.

La Chambre a ensuite approuvé un projet de loi relatif à la construction d'un second bassin de carénage à l'arsenal de Venise.

Dans la seconde séance, la Chambre a commencé la discussion générale du projet concernant l'organisation de l'armée et des services dépendant de l'administration de la guerre.

Les honorables Favale, Botta, Arnulfo et Di San Marzano ont pris part aux débats.

Le ministre de la guerre a donné quelques éclaircissements.

« Nous sommes en mesure de confirmer, dit l'Orléans, la nouvelle que nous avons donnée, relativement à la décision prise par la commission sur la loi des ordres religieux, en ce qui touche les maisons générales et les généraux.

Nous pouvons ajouter que, selon des informations que nous croyons exactes, la commission aurait voté par 4 voix contre 3 la suppression de tous les bénéfices, les quatre grandes basiliques exceptées.

La commission a encore à examiner quelques points laissés jusqu'à présent de côté ; il est probable toutefois que le rapporteur pourra être nommé demain.

Suisse.

Voici le texte de l'arrêté du Conseil fédéral Suisse au Conseil d'Etat de Genève, au sujet de l'expulsion de M. Merimold :

« Le Conseil fédéral suisse, « Vu un bref du St-Siège, en date du 16 janvier 1873, qui nomme M. Gaspard Merimold, citoyen genevois, vicaire apostolique pour le canton de Genève.

« Considérant que cette nomination a pour effet de séparer l'Eglise catholique du canton de Genève du diocèse suisse auquel elle appartient depuis 1820, et de démembrer ce diocèse ;

« Considérant qu'une pareille mesure, prise contrairement à la volonté du pouvoir civil, est nulle et de nul effet, à teneur de la déclaration que le Conseil fédéral en a faite au chargé d'affaires du St-Siège par note du 11 février 1873 ;

« Considérant que le titulaire du vicariat apostolique, mis en demeure de faire connaître s'il entend exercer ses fonctions malgré les décisions du Conseil fédéral et du Conseil d'Etat de Genève, a déclaré vouloir exercer les dites fonctions ;

« Considérant qu'ainsi M. Gaspard Merimold, quoique citoyen suisse, accepte une mission du St-Siège, au mépris d'une décision régulière que les autorités de son pays ont dû prendre dans l'intérêt de la Confédération et en vue du maintien de la tranquillité et de l'ordre ;

« Vu les §§ 8 et 10 de l'article 90 de la Constitution fédérale,

Arrête : Art. 1^{er}. Aussi longtemps que M. Gaspard Merimold, de Carouge, au canton de Genève, ne renoncera pas expressément à exercer en Suisse des fonctions conférées par le St-Siège, contrairement aux décisions des autorités fédérales et cantonales, le séjour sur le territoire de la Confédération suisse lui est interdit.

Art. 2. Cette interdiction cessera à partir du jour où M. Merimold déclarera au Conseil fédéral ou au Conseil d'Etat du canton de Genève renoncer à toute fonction conférée par le St-Siège, contrairement aux décisions des autorités fédérales et cantonales.

Art. 3. Le Conseil d'Etat du canton de Genève est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Berne, le 17 février 1873.

Le président de la Confédération, CÉSAR.

Avant de quitter Genève, M. Merimold a rédigé la protestation suivante, portant sa signature et celles des tous les membres du clergé de Notre-Dame :

Nous, Gaspard Merimold, par la grâce de Dieu et du St-Siège apostolique, évêque d'Hebron, vicaire apostolique du canton de Genève, citoyens suisses genevois, protestons au nom des droits de l'Eglise catholique, au nom de la liberté des consciences catholiques, violées dans la personne ; au nom des droits de citoyen libre de la république helvétique, protestons contre l'arrêt de banissement par lequel le Conseil fédéral met hors du territoire de son pays, sans motif entendu en personne, sans jugement aucun, et sans que j'aie jamais violé ni lois, ni constitutions, et pour avoir défendu la fidélité au Bref gracieusement accordé par le saint-père en 1819 et à l'arrêté du Conseil d'Etat de la même année, promettant de respecter les droits des catholiques. Devant les atteintes au gouvernement, qui depuis trois ans viole les droits des catholiques, leurs institutions, leurs écoles libres, la juridiction spirituelle et la constitution de l'Eglise, devant les menaces de schisme imposées par une majorité protestante dans le Conseil d'Etat et dans le Grand Conseil, le St-Siège a exercé, dans la mesure la plus modeste, son droit et son devoir de défendre la foi et les consciences catholiques attaquées ; et, en cela, il ne viole aucun droit et ne porte aucune atteinte au pouvoir civil.

Pobéti à Dieu plutôt qu'aux hommes, et par cet acte je défends la liberté religieuse, l'indépendance spirituelle de la conscience, violées en ma personne, et je reste le vicaire apostolique, le chef spirituel du clergé et des catholiques du canton de Genève ; je les bénis au nom de Jésus-Christ et de son vicaire Pie IX qui m'envoie. Je bénis aussi ceux qui me persécutent, qui me méprisent hors de mon pays, à qui je n'ai voulu faire et à qui je n'ai fait que du bien. Je ne cède qu'à la force et appréhende au corps. Je me laisse enlever, répétant à cette heure les paroles de mon maître, notre Sauveur Jésus-Christ : « Que la paix soit sur Genève, pais dans la vérité et dans la justice. »

Je proteste donc en présence des témoins soussignés, et de M. Coulin, Jean-Georges, commissaire de police, et de son secrétaire, Emile Bastien, chargés de l'exécution du décret de banissement.

Fait à Genève, dans ma résidence épiscopale, batié des derniers recenseils par moi, le 17 février 1873, à midi.

Gaspard Merimold, évêque d'Hebron, vicaire apostolique à Genève.

Le Journal de Genève donne les détails que voici sur les incidents qui ont accompagné le départ de M. Merimold :

Immédiatement après avoir reçu l'arrêté du Conseil fédéral, le Conseil d'Etat se réunit à 10 heures du matin, et chargea son département de justice et police de prendre sans aucun re-

tard les dispositions nécessaires pour faire conduire M. Merimold à la frontière du canton. En conséquence, M. le commissaire de police Coulin, accompagné de son secrétaire M. Bastien, se présenta hier à 11 heures 1/2 au domicile de M. Merimold, et, en lui remettant la copie authentique de l'arrêté du Conseil fédéral, lui signifia la décision prise à son égard ; puis, sur sa déclaration de ne vouloir céder qu'à la force, il le somma de le suivre dans une voiture qui avait été préparée à cet effet.

M. le commissaire Coulin demanda en même temps à M. Merimold où il désirait être conduit. M. Merimold, déclarant que cela lui était indifférent, M. Coulin lui proposa de le conduire à la frontière française, du côté de Ferrex, ce que M. Merimold accepta aussitôt ; il demanda seulement le temps nécessaire pour faire ses préparatifs de départ et adresser une lettre de protestation au Conseil d'Etat : ce délai lui fut accordé naturellement sans difficultés.

Pendant cette conversation, et tandis qu'il préparait la lettre dont il s'agit, M. Merimold était entouré des membres du clergé de Notre-Dame qui ont aussi signé, comme témoins, sa protestation au Conseil d'Etat.

Après la remise de cet acte, M. Merimold se déclara prêt à suivre M. le commissaire de police Coulin, en l'invitant toutefois à porter la main sur lui, afin de bien établir qu'il ne cérait que devant l'emploi de la force. M. Coulin estima suffisant d'exhiber le signe de son autorité en témoignage du caractère officiel de sa mission. M. Merimold se déclara satisfait et descendit dans la rue, où il trouva la voiture préparée pour l'emmener. Il y monta, accompagné de M. le commissaire de police, du secrétaire de celui-ci, et de M. l'abbé Lany, tandis que quelques ecclésiastiques de ses amis prenaient place dans une autre voiture et se disposaient à l'accompagner. Aucun symptôme d'agitation ou d'émotion populaire ne se produisit, ni aux environs de l'Eglise de Notre-Dame, ni sur le passage de l'ancien curé de Genève.

Arrivé à la frontière, M. Merimold déclara qu'il voulait descendre, quoiqu'il lui eût été offert de mettre la voiture à sa disposition jusqu'à Ferrex, où il a l'intention de passer quelques jours, chez le curé de cette ville. Il fut fait selon son désir.

Une fois sur le sol français, M. Merimold se retourna, nous dit-on, et bénit le canton de Genève qu'il venait de quitter. N'ent-il pas mieux fait d'y rester et de prouver, par son exemple, que la religion, cette doctrine de paix, cette école de douceur et de charité, n'a rien qui soit incompatible avec le patriotisme et l'obéissance aux lois ? S'il eût été ainsi, peut-être son nom aurait-il fait moins de bruit dans le monde ; mais il en est été dédommagé, — nous parlons au point de vue chrétien et non au point de vue de l'ambition terrestre, — par l'estime publique et la reconnaissance de tous ses concitoyens, sans distinction d'opinion politique et religieuse.

Nous regrettons vivement qu'il n'en ait pas été ainsi, et que notre génération ait été contrainte d'assister à des luttes qui auraient pu, suivant nous, facilement être écartées, si l'on eût fait preuve, en temps utile, de sagesse et de modération.

Dans les circonstances actuelles, nous ne saurions voir par quel moyen on aurait pu éviter un dénouement assurément fort regrettable, mais fatal, car une république ne peut pas tolérer que l'un de ses citoyens fixe lui-même la limite de ses droits, et se permette de subordonner l'obéissance qu'il doit aux lois de son pays aux ordres qu'il reçoit d'un pouvoir étranger. Il y a dans un tel exemple un danger public, et voilà pourquoi les autorités fédérales, malgré leur modération bien connue, n'ont pas cru pouvoir répondre autrement que par un décret d'expulsion au refus catégorique de M. Merimold d'accepter leur décision et d'y soumettre sa conduite à venir.

A la suite de la révocation de l'évêque de Bâle, le Conseil d'Etat du canton de Thurgovie avait ordonné au clergé catholique du canton de cesser toutes relations avec M. Lachat, et le clergé avait protesté et proposé en outre, dans un meeting tenu à cet effet, de faire approuver sa protestation par le vote populaire. Le Conseil d'Etat avait déjà annulé cette décision du meeting, et portée devant le Grand Conseil, la question a été tranchée le 19 février par l'Assemblée législative dans le même sens que par le pouvoir exécutif. — Le clergé continue à protester au moyen de pétitions adressées au Grand-Conseil.

Espagne.

Dans la séance du 14, le ministre d'Etat a donné lecture à l'Assemblée Nationale de l'acte de reconnaissance de la république espagnole par les Etats-Unis, des paroles adressées le jour même et en audience publique, au chef du pouvoir exécutif, par le général Scales, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis, et enfin de la réponse de M. Figueras au général. Ensuite, M. Castelar a ajouté :

« Plus que jamais, nous pouvons considérer comme dissipés tout nuage et toute crainte relative à l'intégrité de notre territoire. Si son intégrité a toujours été assurée par la valeur et la volonté des Espagnols, aujourd'hui elle est plus assurée encore par l'amitié et la décision d'un pays qui il a pu un jour se former une opinion défavorable à l'Espagne. »

Cette allusion à la question cubaine, cette affirmation, sous forme indirecte, que par suite de la proclamation de la république en Espagne, les Etats-Unis cesseraient d'être sourdes hostiles à la domination espagnole dans les Antilles, ont causé une vive satisfaction à l'Assemblée Nationale. Cependant, rien dans le discours du général Scales, que nous lisons dans la Gazette de Madrid, de dimanche, ne paraissait justifier le dire du ministre d'Etat. Mais il paraît qu'indépendamment de son discours officiel, le ministre américain, après la réponse de M. Figueras, se serait exprimé d'une manière beaucoup plus explicite. Nous lisons en effet dans la Tribuna :

« Lorsque M. Figueras fut terminé, M. Scales causa pendant quelques instants avec les ministres. Une de ses phrases mérita une mention spéciale. Il n'eût dit que les paroles prononcées par lui ne tiennent pas une simple formule, mais l'expression loyale des sentiments de son pays, sur l'appui duquel le gouvernement espagnol pouvait compter en tout et pour tout, et plus particulièrement pour maintenir l'intégrité de son territoire. »

Ce serait cette conversation, et non le discours officiel de M. Scales, qui expliquerait la satisfaction manifestée par M. le ministre d'Etat.

Londres, 19 février. Le Times dit que le comte Maffei, secrétaire de la légation d'Italie à Madrid, a reçu l'ordre de se rendre sans délai à Madrid comme chargé d'affaires.

Le comte de Barral, ayant été étroitement lié avec le roi Amédée, ne peut naturellement pas continuer à occuper ce poste.

La Gazette officielle de Madrid du 16 de ce mois publie la loi d'amnistie votée par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 15.

Cette loi est ainsi conçue : « Art. 1^{er}. Amnistie pleine et entière est accordée à tous les individus, sans exception,

poursuivis pour avoir pris part aux insurrections républicaines ou à l'occasion de manifestations contre le recrutement militaire ; les tribunaux de justice saisis de ces poursuites devront, en appliquant l'amnistie, l'étendre à toutes les incidences et conséquences des faits qui auraient donné lieu à l'action judiciaire.

« Art. 2. L'amnistie embrassera également tous les délits commis par la voie de la presse.

« Art. 3. Il sera immédiatement sursis, et cela sans frais aucuns, à tous procès en instance et relatifs aux délits amnistiés par les deux articles qui précèdent, et les individus détenus ou arrêtés en conséquence de ces mêmes délits ou se trouvant sous le coup d'une condamnation qu'ils subissent à leur sujet, seront mis immédiatement en liberté par les autorités ou les tribunaux que cela concerne.

« Le pouvoir exécutif est chargé de l'exécution de la présente loi, qui sera imprimée et publiée au Bulletin des Lois. »

Madrid, 19 février. M. Figueras, répondant à M. Cherna, dit : L'Assemblée est transitoire, elle n'est pas constituante. Il ajoute qu'il sera constitué avec les principes proclamés dans l'opposition lorsque la Constituante se réunira, mais actuellement il observera strictement la Constitution, moins les articles relatifs à la monarchie. Il ne demandera pas le serment au clergé ni aux autres autorités tant que la république existera.

M. Figueras ajoute que la France n'a pas encore reconnu officiellement la république espagnole.

Le ministre de la guerre demande un crédit pour armer la nation, toutes les armes disponibles ayant été déjà distribuées.

La Gazette de Madrid du 16 donne quarante-sept nouvelles adresses d'adhésion de cours et tribunaux, d'ayuntamientos ou de gouvernements civils et militaires.

On lit dans les dernières nouvelles du Tiempo du 16 courant :

« Le capitaine général de Grenade est arrivé hier à Antagüera avec la force militaire sous ses ordres ; ayant trouvé cette place parfaitement tranquille, le général s'est porté sur ceux des pays circonvoisins où l'agitation continue à régner.

« Le cabecilla Allo, à la tête de 1,200 hommes, se dirigeait hier sur Caparras, poursuivi par une colonne de l'armée d'opération.

« Iriarte, avec 400 carlistes, se trouvait hier à Barranca (pays basque), où il se disposait à entreprendre un mouvement afin de se procurer les ressources dont il a besoin pour continuer à tenir la campagne. »

« A la séance de l'Assemblée nationale du 15 du courant, lecture a été faite par le ministre d'outre-mer du télégramme suivant que lui a adressé le capitaine général intérimaire de Cuba :

« Havana, 13 février. — Sur la réception de votre télégramme, les autorités supérieures de la Havane se sont réunies en Junta, et inspirées par un sentiment profond de patriotisme, et dans l'assurance que ce sentiment est partagé par tous les habitants loyaux de l'île, elles viennent affirmer au gouvernement de la nation que ses ordres seront accomplis, quelle que soit la forme sous laquelle les pouvoirs publics se constitueront. L'ordre public ne s'est pas altéré et ne s'altérera jamais ici. CEBALLOS. »

UNE JEUNE FRANÇAISE, diplômée de Paris, désire donner des leçons de français. — S'adresser, M. Bachmakow, Grande rue des Ecuries, log. n° 20. 4-1

UN BON TENEUR DE LIVRES et correspondant connaissant parfaitement les langues anglaise, française, allemande et russe, ayant en plusieurs années de pratique comme teneur de livres et correspondant dans une des premières maisons de commerce de St-Petersbourg, désire trouver une place.

S'adresser Maximilianovskiy pérouok, maison Mertz, n° 3, logement n° 27. 3-5

UNE JEUNE Française, nouvellement arrivée de Paris, désirerait trouver une place de lectrice. S'adresser au bureau du Journal, librairie Mellier, sous les initiales V. B. 270

A LOUER

un logement meublé composé de 5 chambres, avec cuisine. Perspective Nevsky, n° 88, log. n° 8. 4-2

A SOUS-LOUER. Pour cause de départ un bel-étage, avec eau au bain, entrée séparée ; depuis le 1^{er} avril on le 1^{er} août de cette année, jusqu'au mois d'août 1874, pour 4,000 r.

S'adresser rue Gagarinskaya, maison n° 5. Visible de 2 à 4 heures. 3-5

A CÉDER

pour cause de départ beau magasin propre à toute espèce de commerce au bel étage.

S'adresser Grande Morskaya, maison Stranch, logement n° 6. 2-7

ACHAT ET VENTE

de diamants, pierres de couleurs, perles fines ; objets anciens, meubles, bronzes, porcelaines, vases, groupes, statuettes, fabriques, émaux, miniatures, éventails, argenterie, points d'Alençon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, cachemires turcs et différents objets de valeur. — Petite Morskaya, maison Fedorov, n° 11, magasin de M^{re} Jakobson. 4-12

SAVON ROYAL DE THRIDACE DE VIOLET PARFUMEUR BREVETÉ, A PARIS Seul recommandé par les célébrités médicales pour l'hygiène, la Fraîcheur et la Beauté de la Peau. PARIS : 12, b^{is} des Capucines (en face du Grand-Hôtel) RETOUR LA MARQUE DE PARFUMS LA REINE DES ABÉLLES 26

EAU DENTIFRICE DU DOCTEUR J. V. BONN 1^{re} P^{re} de S. M. l'Impératrice D^{re} g^{re} à Paris, 44, r. des P^{re}s-Ecuries et chez tous les Parfumeurs 23

ENTREPOS : 229, rue Saint-Honoré, Dépot : 18, boulevard des Halles (PARIS) A SAINT-PETERSBOURG : Au dépôt du Laboratoire chimique de St-Petersbourg. A MOSCOU : Au dépôt du Laboratoire chimique de St-Petersbourg chez